Coordination.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 octobre 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'octroi de prêts pour l'acquisition d'un véhicule automobile personnel", a donné en sa séance du 15 décembre 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e October 1952 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het toekennen van leningen voor de aankoop van een eigen autovoertuig", heeft ter zitting van 15 December 1952 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de déterminer en application de l'article 16 de l'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, les conditions auxquelles des prêts peuvent être consentis aux agents de l'Etat en vue de l'acquisition d'un véhicule automobile personnel, ainsi que la procédure à suivre pour l'octroi de ces prêts.

I.

Entre autres conditions, le projet impose au Ministre l'obligation de faire souscrire par l'emprunteur un contrat contenant des clauses déterminées. Celles-ci sont énoncées à l'annexe I du projet à laquelle renvoie l'article 2, alinéa 2.

Le contenu de la plupart de ces clauses se trouve, en outre, repris dans les articles 6, 8 à 12, 14 et 15 du projet.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est superflu d'énoncer dans l'arrêté les clauses prévues au contrat-type.

Au surplus, l'insertion dans l'arrêté de certaines clauses obligatoires du contrat risque de créer une équivoque sur la nature de celles-ci.

C'est ainsi que l'article 15 du projet semble apporter par voie de disposition réglementaire

.../...

une dérogation à l'article 1184 du Code civil - dérogation que le Ministre des Finances n'est pas habilité à établir -, alors que l'objet véritable de cet article comme de l'article 6 du contrat est de subordonner l'octroi du prêt à l'insertion dans le contrat d'un pacte commissoire exprès, ce qui est licite.

Il semble, dès lors, préférable de ne maintenir dans l'arrêté ministériel que les dispositions qui concernent l'introduction et l'instruction des demandes de prêts ainsi que les conditions imposées au Ministre des Finances pour qu'il puisse accorder un prêt. Quant aux obligations contractuelles que l'agent doit souscrire, il suffit de les énoncer dans le modèle de contrat annexé à l'arrêté.

II.

D'autre part, le projet reproduit plusieurs dispositions de l'arrêté royal du 9 janvier 1951.

De semblables répétitions, qui sont dépourvues de toute portée juridique, doivent être évitées dans toute la mesure possible.

Le Conseil d'Etat propose un texte d'arrêté ministériel qui tient compte des observations précédentes et s'abstient de donner son avis sur le modèle de contrat annexé au projet.

Si le Ministre se rallie à la proposition faite par le Conseil d'Etat, il devrait modifier en conséquence le modèle de contrat.

.../...

III.

Il résulte de l'article 3 in fine du projet (article 2 du texte du Conseil d'Etat) que le Ministre dont relève l'agent et l'inspecteur des finances ont à émettre un avis sur l'opportunité du prêt. Dès lors, le Ministre des Finances conserve un pouvoir discrétionnaire pour accorder ou refuser le prêt.

IV.

Le préambule du projet vise l'avis du Comité interdépartemental de consultation syndicale auquel le projet a,en fait,été soumis.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la consultation de ce comité n'était pas obligatoire. En effet, la détermination des conditions requises pour l'octroi de prêts aux agents en vue de l'acquisition d'un véhicule automobile personnel, sort des questions touchant le statut administratif et pécuniaire des agents, visées à l'article 35 de l'arrêté du Régent du 11 juillet 1949, modifié par l'arrêté du 12 octobre 1949.

\+

\+ \+

Le texte ci-après proposé par le Conseil d'Etat contient en outre certaines modifications de forme qui n'appellent pas de commentaires.

.../...

ARRETE MINISTERIEL RELATIF A L'OCTROI DE PRETS POUR L'ACQUISITION D'UN VEHICULE AUTOMOBILE PERSONNEL.

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, et notamment les articles 16 à 19 et 21;

Vu l'avis du Comité interdépartemental de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

La demande d'un prêt destiné à l'acquisition d'un véhicule automobile personnel, doit être préalable à l'acquisition du véhicule.

Elle est adressée par l'agent au ministre dont il relève.

Article 2.-

Le ministre intéressé transmet la demande au Ministre des Finances en y joignant son avis et celui de l'inspecteur des finances sur l'opportunité et le montant du prêt.

.../...

Article 3.-

Le prêt ne peut être consenti par le Ministre des Finances qu'à la condition d'être destiné à l'acquisition d'un véhicule neuf dont la puissance imposable n'excède pas celle qui est admise pour la liquidation de l'indemnité kilométrique en application de l'article 15, alinéa 3, de l'arrêté royal du 9 janvier 1951.

Pour l'application de l'article 16 de l'arrêté royal du 9 janvier 1951 relatif au nombre minimum de kilomètres exigé, le nombre de kilomètres à prendre en considération est le maximum kilométrique autorisé pour l'année de l'octroi du prêt en application de l'article 15, alinéa 2, de l'arrêté précité.

Article 4.-

Dans les limites du maximum fixé à l'article 17 de l'arrêté royal du 9 janvier 1951, le montant du prêt ne peut dépasser le prix, majoré de la taxe, effectivement payé pour une voiture de série normale à l'exclusion des accessoires comptés séparément.

Si l'agent qui sollicite un prêt possédait déjà un véhicule, la valeur de reprise ou le prix de la revente de ce véhicule est, pour la détermination du montant maximum du prêt, à déduire du prix d'achat du nouveau véhicule. Toutefois, lorsque le véhicule que possédait déjà l'agent a été acquis au moyen d'un prêt ou à crédit, la valeur de reprise ou le prix de revente de ce véhicule n'est à déduire que pour la partie excédant le solde restant dû sur le prêt antérieur ou sur le prix prévu au contrat de vente à crédit.

.../...

Si le véhicule appartenant à l'agent qui sollicite le prêt a été détruit, endommagé ou perdu, l'indemnité d'assurance est à déduire du prix d'achat du nouveau véhicule ainsi que, le cas échéant, le prix de revente du véhicule endommagé, à moins que l'indemnité ou une partie de celle-ci n'ait été versée à l'Etat en remboursement d'un prêt antérieur, ou au vendeur du véhicule acheté à crédit en paiement du solde dû sur le prix d'achat. Dans ces cas, il y a lieu de déduire seulement le surplus de l'indemnité.

Article 5.-

Les prêts sont consentis pour une période de quatre ans au plus. Toutefois, le délai de remboursement ne peut dépasser la date à laquelle le bénéficiaire du prêt atteindrait l'âge de la mise à la retraite.

Le délai de remboursement prend cours le 1er du mois suivant celui au cours duquel a été effectué le versement du prix prévu lors de la livraison du véhicule.

Article 6.-

Les prêts font l'objet d'un contrat entre l'agent et l'Etat belge représenté par le Ministre des Finances.

Le contrat doit être conforme au modèle joint au présent arrêté (annexe I).

.../...

Article 7.-

Aucun prêt nouveau ne peut être consenti avant le remboursement complet d'un prêt antérieur.

Un agent ne peut bénéficier d'un nouveau prêt moins de 4 ans après l'octroi d'un prêt antérieur, sauf s'il a obtenu des indemnités kilométriques pour un parcours au moins égal au nombre de kilomètres indiqué en regard de la puissance imposable du véhicule à l'annexe II du présent arrêté.

Disposition transitoire.

Article 8.-

Un prêt peut être consenti aux conditions prévues par le présent arrêté à l'agent qui, entre le 1er janvier 1951 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, a acquis un véhicule automobile à crédit ou au moyen de sommes qui lui ont été prêtées par un tiers.

Le prêt peut être consenti même si la puissance imposable du véhicule excède celle qui est indiquée à l'article 3, alinéa 1er.

Toutefois, le montant du prêt ne peut en aucun cas excéder les sommes encore dues par l'agent au vendeur ou au prêteur.

Bruxelles, le

••• (suivent les annexes) •••

Het ontwerp strekt er toe, bij toepassing van artikel 16 van het koninklijk besluit van 9 Januari 1951 houdende algemene regeling inzake reiskosten, te bepalen onder welke voorwaarden aan de leden van het Rijkspersoneel leningen kunnen worden toegestaan voor de aankoop van een eigen autovoertuig, en welke procedure voor het toekennen van zodanige leningen zal worden gevolgd.

I.

Een der in het ontwerp gestelde voorwaarden is deze, dat de Minister verplicht is de ontlener een contract met bepaalde clausules te doen ondertekenen. Die clausules zijn geformuleerd in bijlage I van het ontwerp, waar artikel 2, tweede lid, naar verwijst.

De inhoud van de meeste van die clausules wordt bovendien herhaald in de artikelen 6, 8 tot 12, 14 en 15 van het ontwerp.

De Raad van State is van advies, dat het overbodig is de in het modelcontract voorkomende clausules ook nog in het besluit op te nemen.

Overigens kan door de inlassing, in het besluit, van clausules die verplicht in het contract moeten opgenomen worden, een dubbelzinnigheid ontstaan omtrent de juiste natuur van die bepalingen.

.../...

Aldus schijnt artikel 15 van het ontwerp door een voorschrift bij reglement uitgevaardigd een afwijking op artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek in te voeren - afwijking die de Minister van Financiën niet bevoegd is in te voeren -, terwijl dit artikel, evenals artikel 6 van het contract, er in werkelijkheid toe strekt het toekennen der lening afhankelijk te maken van het opnemen van een uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het contract, wat wel geoorloofd is.

Het lijkt dus de voorkeur te verdienen, in het ministerieel besluit alleen die bepalingen te behouden, die op de indiening en het onderzoek der aanvragen om een lening betrekking hebben, benevens de voorwaarden die de Minister van Financiën voor het toestaan van een lening zijn opgelegd. Wat betreft de contractuele verbintenissen die het personeelslid moet aangaan, is het voldoende dat zij in het bij het besluit gevoegde modelcontract worden geformuleerd.

II.

Voorts zijn verschillende bepalingen van het ontwerp overgenomen uit het koninklijk besluit van 9 Januari 1951.

Zodanige herhalingen, die juridisch niet de minste draagwijdte hebben, moeten in de mate van het mogelijke worden vermeden.

.../...

De Raad van State stelt voor het ministerieel besluit een tekst voor, waarin met bovenstaande opmerkingen is rekening gehouden, en onthoudt zich van advies over het bij het ontwerp gevoegde modelcontract. Mocht de Minister het met dit voorstel eens zijn, dan zou hij het modelcontract dienovereenkomstig moeten wijzigen.

III.

Volgens artikel 3, in fine, van het ontwerp (artikel 2 van de tekst van de Raad van State) moeten de Minister van wie het personeelslid afhangt en de inspecteur van financiën hun advies geven over de gepastheid van de lening. De Minister van Financiën behoudt dus een discretionnaire macht om de lening toe te staan dan wel te weigeren.

IV.

De inleiding van het ontwerp verwijst naar het advies van de Interdepartementale Syndicale Raad van advies, waaraan het ontwerp inderdaad is voorgelegd.

De Raad van State is van advies, dat de raadpleging van dit comité niet verplicht was. Immers, het vaststellen van de voorwaarden voor het toekennen aan personeelsleden van een lening met het oog op de aankoop van een eigen autovoertuig, valt buiten de vraagstukken die verband houden met het administratief en geldelijk statuut van het Rijkspersoneel, bedoeld in artikel 35 van het besluit van de Regent van 11 Juli 1949, gewijzigd bij het besluit van 12 October 1949.

\+

\+ \+

In de tekst die de Raad van State hieronder voorstelt, zijn bovendien enige vormwijzigingen aangebracht waarbij geen commentaar nodig is.

MINISTERIEEL BESLUIT BETREFFENDE HET TOEKENNEN VAN LENINGEN VOOR DE AANKOOP VAN EEN EIGEN AUTOVOERTUIG.

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 Januari 1951 houdende algemene regeling in zake reiskosten, en namelijk op de artikelen 16 tot 19 en 21;

Gelet op het advies van de Interdepartementale Syndicale Raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

De aanvraag om een lening voor de aankoop van een eigen autovoertuig moet de aankoop van het voertuig voorafgaan.

Het personeelslid richt de aanvraag aan de minister van wie hij afhangt.

.../...

Artikel 2.-

De betrokken minister geeft de aanvraag door aan de Minister van Financiën, onder toevoeging van zijn advies en van het advies van de inspecteur van financiën over de gepastheid en het bedrag der lening.

Artikel 3.-

De Minister van Financiën staat de lening alleen toe mits deze dient voor de aankoop van een nieuw voertuig waarvan de belastbare kracht niet hoger is dan die, welke is aangenomen voor de uitkering van de kilometervergoeding bij toepassing van artikel 15, derde lid, van het koninklijk besluit van 9 Januari 1951.

Voor de toepassing van artikel 16 van het koninklijk besluit van 9 Januari 1951 betreffende het vereiste minimumaantal kilometer, wordt in aanmerking genomen het maximum aantal kilometer dat voor het jaar van de toekenning der lening is toegestaan krachtens artikel 15, tweede lid, van voornoemd besluit.

Artikel 4.-

Binnen de grenzen van het maximum vastgesteld in artikel 17 van het koninklijk besluit van 9 Januari 1951, mag het bedrag der lening niet hoger zijn dan de prijs plus de belasting, werkelijk betaald voor een normale seriewagen, met uitsluiting van de afzonderlijk aangerekende toebehoren.

.../...

Indien het personeelslid dat een lening aanvraagt reeds een voertuig bezat, komt de waarde van de overname of de prijs van de wederverkoop van dat voertuig voor het vaststellen van het maximumbedrag der lening in mindering van de koopprijs van het nieuwe voertuig. Was het voertuig dat het personeelslid reeds bezat echter door middel van een lening of op krediet aangekocht, dan wordt de waarde van de overname of de prijs van de wederverkoop van dat voertuig alleen in mindering gebracht tot het beloop van het gedeelte boven het nog verschuldigde saldo van de vroegere lening of van de in het contract van verkoop op krediet bepaalde prijs.

Is het voertuig toebehorend aan het personeelslid dat de lening aanvraagt vernield, beschadigd of verloren, dan komt de verzekeringsvergoeding in mindering van de koopprijs van het nieuwe voetuig, in voorkomend geval samen met de prijs van wederverkoop van het beschadigde voertuig, tenzij de vergoeding geheel of gedeeltelijk is afgedragen aan de Staat ter terugbetaling van een vroegere lening, of aan de verkoper van het op krediet gekochte voertuig ter kwijting van het op de koopprijs verschuldigde saldo. In zodanige gevallen wordt alleen het surplus van de vergoeding in mindering gebracht.

Artikel 5.-

De leningen worden toegestaan voor een tijdperk van ten hoogste vier jaar. De terugbetalingstermijn mag evenwel niet verder reiken dan de datum, waarop de ontlener de leeftijd van inrustestelling zou bereiken.

.../...

De terugbetalingstermijn vangt aan de 1ste van de maand na deze tijdens welke de bij levering van het voertuig bepaalde prijs is gestort.

Artikel 6.-

Voor de leningen wordt een contract gesloten tussen het personeelslid en de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Financiën.

Het contract is conform het bij dit besluit gevoegde model (bijlage I).

Artikel 7.-

Geen nieuwe lening mag worden toegestaan vooraleer een vroegere lening volledig is afbetaald.

Een personeelslid kan geen nieuwe lening bekomen minder dan 4 jaar na de toekenning van de vroegere lening, tenzij hij kilometervergoedingen ontvangen heeft voor een afgelegde afstand die ten minste gelijk is aan het aantal kilometer, in bijlage II van dit besluit aangegeven naast de belastbare kracht van het voertuig.

Overgangsbepaling.

Artikel 8.-

Een lening kan onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden worden toegestaan aan het personeelslid dat tussen 1 Januari 1951 en de datum van inwerkingtreding van dit besluit een autovoertuig heeft aangekocht op krediet of met behulp van sommen die hem door een derde zijn geleend.

.../...

De lening kan worden toegestaan zelfs indien de belastbare kracht van het voertuig hoger is dan die welke in artikel 3, eerste lid, is aangegeven.

Het bedrag van de lening mag in geen geval hoger zijn dan de sommen, die het personeelslid nog aan de verkoper of de geldschieter verschuldigd is.

Brussel, de

••• (volgen de bijlagen) •••

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président, voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, G.DOR,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Financiën.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.